



2^e CONGRÈS MONDIAL

Vancouver, du 21 au 25 juin 2010

RÉSOLUTION

CHANGER LA MONDIALISATION

1. Le Congrès exprime sa plus vive préoccupation face à la profondeur et à la persistance sans précédent de la crise économique mondiale. Des dizaines de millions de travailleurs/euses dans le monde entier, victimes innocentes de cette crise, ont perdu leur emploi et leurs revenus. Les travailleurs/euses sont consternés par les origines de la crise et ressentent un sentiment profond d'injustice face aux énormes souffrances qu'elle entraîne. Cette crise est provoquée par l'avidité et l'incompétence des intérêts financiers spéculatifs au détriment de l'économie productive, fondés sur les dogmes fondamentalistes du marché libre des décennies antérieures. Cette crise est provoquée par l'inégalité croissante dans la répartition des revenus, dans l'érosion substantielle de la part salariale dans le revenu national, conjuguée à des réductions salariales relatives, à une augmentation de la flexibilité et de l'insécurité du travail, à une réduction de la protection sociale et à un affaiblissement de l'offre de services publics. Cette crise est provoquée par un modèle de croissance entraînant une dégradation de l'environnement et rendant la planète moins habitable. Le Congrès rejette le modèle néolibéral, jugé discrédité et contraire aux intérêts des travailleurs/euses et des pauvres et exige que des mesures soient prises pour éviter que la crise ne se reproduise et apporter des changements radicaux à la mondialisation.

2. Il convient d'accorder immédiatement la priorité à une action considérablement renforcée, coordonnée à l'échelle mondiale, visant à créer des emplois décents et durables, à maintenir les emplois existants, à garantir une protection sociale adéquate, à augmenter les salaires et le pouvoir d'achat, à éradiquer la pauvreté et l'insécurité, à établir et à renforcer des services publics, à promouvoir l'éducation pour tous, la formation professionnelle et l'apprentissage tout au long de la vie, à combler l'écart de rémunération entre les sexes et à enrayer la croissance des inégalités de revenus. Les gouvernements doivent s'efforcer de garantir la mise en œuvre du Pacte mondial pour l'emploi de l'OIT. Ils doivent investir dans des emplois verts, en se basant sur des stratégies de « transition juste », qui constituent un élément crucial pour obtenir des engagements contraignants visant à mettre un terme aux changements climatiques. Ils doivent fournir des prestations de chômage adéquates et rejeter toute « stratégie de sortie » obtenue à travers des compressions budgétaires à grande échelle basées sur une diminution des services publics et une réduction de la sécurité sociale. Ils doivent reréglementer le système financier de toute urgence et élargir l'assiette fiscale moyennant une réforme fiscale progressive visant à taxer tous les revenus d'une façon équitable. Le Congrès appelle à l'introduction de taxes, notamment une taxe mondiale sur les transactions financières ainsi que sur les opérations de change en devises étrangères, qui relèvent les multiples défis de la mondialisation en servant simultanément de moyen de décourager les mouvements de capitaux à grande échelle.

et d'augmenter les revenus nécessaires de toute urgence pour couvrir les priorités sociales, environnementales et de développement mondiales.

3. Au-delà de la crise, le Congrès engage la CSI à veiller à éviter un retour à la situation antérieure comme « si de rien n'était ». Il soutient une nouvelle voie vers un développement économique qui conjugue efficacité économique, équité sociale et durabilité environnementale et exhorte la CSI et ses organisations affiliées, en étroite collaboration avec la TUAC et les autres partenaires du groupement Global Unions, à se mobiliser pour changer fondamentalement l'économie mondiale de sorte à garantir le respect universel des droits humains, notamment les droits des travailleurs/euses, l'égalité de genre, le développement durable générant des emplois décents pour tous et mettant fin à la pauvreté et l'annulation de la dette des pays les moins avancés sans qu'aucune conditionnalité ne soit imposée en matière de politique économique. Cette nouvelle voie doit rééquilibrer l'économie entre: les droits des travailleurs et le capital; les femmes et les hommes; l'économie réelle et l'économie financière; et les pays industrialisés et les pays en développement, à travers un pacte mondial de codéveloppement. Il doit mettre un terme aux abus et à l'avidité des entreprises, notamment les rémunérations excessives des dirigeants et des agents financiers, au recours aux paradis fiscaux, à la pression à la baisse sur les conditions de travail, à la précarisation des emplois et au transfert d'opérations destinées à éviter une réglementation et à saper la main-d'œuvre syndicalisée. Il doit surtout mettre fin aux politiques qui ont produit d'énormes inégalités entre les nations et au sein de chaque nation au cours des deux dernières décennies. Un changement de paradigme s'impose dans l'élaboration de politiques donnant la « priorité aux populations ».

4. La crise économique a bien mis en évidence l'interdépendance croissante des pays et des populations impulsée par la mondialisation. Elle a aussi clairement montré les limites et faiblesses du système actuel de gouvernance internationale. Un nouveau modèle de mondialisation doit affirmer les principes de la justice sociale et économique mondiale, de la solidarité humaine et de la démocratisation des rapports de force mondiaux. Le Congrès exige une réforme fondamentale dans la gouvernance interne des organisations intergouvernementales, en particulier le Fonds monétaire international (FMI), le Conseil de stabilité financière (CSF), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en vue d'améliorer la représentation des pays en développement et de garantir pleinement la démocratie, une transparence et des consultations dans leurs processus de prise de décisions. Les travailleurs/euses doivent avoir une place à la table de négociation moyennant l'établissement de structures consultatives formelles des syndicats. Un réexamen du mandat et des objectifs du FMI et de la Banque mondiale s'avère nécessaire. L'idéologie néolibérale en faveur du marché de ces organisations était responsable en grande partie de l'accroissement du chômage et de la pauvreté, du déclin des services publics et du renforcement des inégalités de revenus qui sont à l'origine de la crise; de telles politiques doivent dès lors être définitivement écartées. Au lieu des changements purement rhétoriques, ces institutions doivent adopter une approche entièrement nouvelle basée sur un véritable engagement envers la justice sociale et une plus grande coopération internationale, intégrant un rôle majeur à l'OIT et aux valeurs sociales à défendre pour lesquelles elle a été établie au lieu d'imposer une conditionnalité en matière de politique économique. Elles doivent superviser et empêcher la spéculation financière et mettre fin à la fuite des capitaux, en particulier des pays les plus pauvres.

5. La cohérence politique internationale doit se baser sur la Déclaration de l'OIT sur une justice sociale de 2008 et être mise au service d'un développement socialement équilibré et durable de l'économie mondiale. Il conviendra de finaliser une charte mondiale pour une activité économique durable, incorporant un chapitre substantiel sur

les normes de l'OIT et l'ensemble de l'Agenda du travail décent de l'OIT et comportant un mécanisme de mise en œuvre efficace. Les pays du G20 doivent développer de réels liens avec les processus de représentation des Nations unies, de sorte que les intérêts des populations de tous les pays dans le monde entier soient pris en compte dans une nouvelle architecture économique mondiale inclusive, accompagnée de la création d'un Conseil de sécurité économique et sociale des Nations unies, chargé de superviser la qualité sociale et environnementale du développement. Compte tenu des graves déséquilibres et de l'extrême pauvreté dans le monde actuellement, le Congrès exprime son ferme engagement à lutter pour mettre fin à la pauvreté et aux inégalités et atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement.

6. La crise économique a exacerbé les tendances à restructurer la production à l'échelle mondiale et sape les droits des travailleurs/euses durement acquis. Le Congrès exprime sa vive préoccupation face à la tendance croissante à adopter des formes d'emploi précaires, atypiques et non protégées qui privent des millions de travailleurs/euses de la couverture de la législation du travail et de la sécurité sociale et minent la capacité syndicale à organiser et à négocier collectivement. Le Congrès condamne les tentatives des employeurs d'éluder leurs obligations envers les travailleurs/euses en déguisant la relation d'emploi, en sous-traitant ou en promouvant des contrats d'emploi individuels. Il est essentiel d'obtenir des droits pleins pour les travailleurs/euses temporaires et d'autres travailleurs/euses atypiques, qui soient conformes aux dispositions de la Convention n°181 de l'OIT sur les agences d'emploi privées et de la Recommandation n°198 de l'OIT sur la relation de travail. Le Congrès souligne que les travailleurs doivent percevoir un salaire vital et, en outre, met en évidence l'importance des salaires minima pour résister aux pressions à la baisse sur les salaires. Il appelle à la ratification et à la mise en œuvre de la Convention n°131 de l'OIT sur la fixation des salaires minima et de sa Recommandation n°135 d'accompagnement dans le cadre des actions de campagne menées par les organisations affiliées dans le monde en vue de fixer une rémunération décente répondant aux besoins des travailleurs et de leur famille. Elle pourrait être dénommée « salaire vital » ou « salaire décent » à déterminer et à établir dans chaque pays afin qu'elle réponde aux exigences d'une vie décente.

7. Le Congrès appelle la CSI à poursuivre son travail en vue de transformer le système commercial mondial conformément aux priorités des travailleurs/euses, tant à travers des actions au sein de l'OMC que par rapport au nombre croissant d'accords commerciaux et d'investissement bilatéraux et régionaux en cours de négociation dans le monde entier. Les accords commerciaux doivent garantir un traitement juste aux pays en développement et supprimer les barrières commerciales injustifiées qui leur sont imposées, dans le cadre d'un effort intégré déployé par tous les secteurs du système multilatéral en faveur du développement durable et de la création du travail décent. Les services publics essentiels – notamment l'éducation, la santé, l'eau, les services sociaux, les transports publics, les services postaux et les télécommunications et d'autres services publics essentiels – doivent être exclus des négociations sur la libéralisation du commerce ou les investissements, les gouvernements conservant le droit de réglementer et de protéger dans l'intérêt public. Les gouvernements doivent avoir le droit de retirer de ces services les offres au titre de l'Accord général sur le commerce et les services (AGCS) sans être contraints de compenser d'autres membres de l'OMC pour de telles actions.

8. Le Congrès souligne que le plein respect des normes fondamentales du travail doit constituer un pilier essentiel du régime commercial mondial et réaffirme son soutien à l'incorporation d'une clause des droits des travailleurs/euses dans les Statuts de l'OMC, aux termes de laquelle tous les produits commercialisés entre pays devraient être

produits et distribués en se conformant aux normes fondamentales du travail en tant qu'instrument essentiel de justice sociale dans un système commercial mondial ouvert. À cette fin, il convient d'encourager le développement et l'application de systèmes renforçant la traçabilité des produits ainsi que des systèmes destinés à évaluer le respect des droits des travailleurs dans toutes les chaînes de production et de distribution. L'OMC devrait établir un groupe de travail sur le commerce, la mondialisation, le développement et le travail décent, auquel participeraient pleinement l'OIT et ses mandants, en vue de garantir le respect universel et contraignant des normes fondamentales du travail. Le Congrès soutient, en outre, l'inclusion de clauses de travail effectives dans les accords de libre-échange ou d'investissement bilatéraux et régionaux ainsi que dans les programmes de préférence commerciale.

9. Le Congrès note le risque que les accords de libre-échange et d'investissement négociés entre les pays industrialisés et en développement, notamment ceux des États-Unis et de l'UE avec les pays et sous-régions d'Amérique latine, comme le Pérou, la Colombie et l'Amérique centrale, puissent compromettre le potentiel de développement et les accords régionaux alternatifs et renforcent les obligations antisociales en matière de propriété intellectuelle. La CSI devra faire campagne contre de tels accords lorsqu'ils approuvent effectivement un faible niveau de respect des droits humains et syndicaux, comme dans le cas de la Colombie. Les accords de libre-échange et d'investissement entre pays en développement, notamment entre l'ANASE et les partenaires tels que la Chine, peuvent également présenter des risques significatifs de dumping social, raison pour laquelle des clauses de sauvegarde efficaces doivent être incorporées afin de protéger les travailleurs au cas où la mise en œuvre des accords aurait une incidence sociale négative. Le Congrès est, en outre, préoccupé par le fait que les Accords de partenariat économique (APE) entre les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et l'Union européenne (UE), dans le cadre de l'Accord de Cotonou, puissent saper l'intégration économique régionale actuelle et porter atteinte au développement industriel à long terme, entraîner des pertes d'emplois considérables, mettre en danger la sécurité alimentaire et priver les pays ACP des tarifs fiscaux essentiels pour financer les services publics et les investissements. Le Congrès lance un appel à la renégociation des APE afin d'atteindre leurs objectifs déclarés d'obtention d'un développement social et économique durable et de soutien des processus d'intégration dans les régions ACP, qui doivent inclure le respect des normes fondamentales du travail en accordant un rôle à l'OIT en cas de différend.

Programme d'action de la CSI

10. Le Congrès engage la CSI et ses organisations régionales, en collaboration avec ses partenaires du groupement Global Unions et ses organisation affiliées, à:

- (a) Faire campagne et mobiliser le soutien social et politique en faveur d'un modèle de mondialisation différent qui garantisse des emplois décents, l'égalité de genre, des services publics forts, une protection sociale universelle, le respect des droits humains, notamment des droits fondamentaux des travailleurs/euses, une distribution équitable des revenus et un impôt progressif, un développement durable accéléré, une plus grande égalité entre les pays industrialisés et les pays en développement et l'élimination de la pauvreté dans le monde;
- (b) Exiger une cohérence politique internationale, la réglementation et la gouvernance de l'économie mondiale, à travers un rôle renforcé de l'OIT et des Nations unies, la création d'un Conseil de sécurité économique et social des Nations unies, de profondes réformes au sein du FMI, du CSF, de la Banque mondiale, des banques régionales de développement et de l'OMC, de sorte qu'ils respectent les principes sociaux et environnementaux, notamment une clause des

droits des travailleurs basée sur les normes fondamentales du travail de l'OIT, et une renégociation des APE dans le sens d'un développement social, environnemental et économique équilibré;

- (c) Exiger aux institutions et aux organes de l'OMC, et aux gouvernements respectifs qui y sont représentés, de mettre en application les contrôles adéquats afin de garantir le respect des normes fondamentales du travail dans les processus de fabrication et de distribution de tous les produits qui font l'objet du commerce international;
- (d) Promouvoir les relations industrielles et la négociation collective à tous les niveaux et à tous les stades des filières de production, comme élément essentiel pour remédier aux carences de la gouvernance mondiale et pour que les entreprises multinationales contribuent à une mondialisation plus juste et plus inclusive;
- (e) Faire campagne activement pour des politiques commerciales et industrielles qui affirment l'industrialisation des pays en développement et luttent contre le sous-développement en général;
- (f) Développer un programme clair soulignant les alternatives profondes au système failli de la mondialisation néolibérale, en particulier pour garantir un plein soutien à l'industrialisation des pays en développement;
- (g) Coordonner des actions syndicales dans le monde entier afin d'atteindre ce nouvel ordre économique international, en assurant la participation renforcée des hommes et des femmes des syndicats des pays en développement à toutes les activités;
- (h) Fournir des informations régulières, entreprendre un travail analytique et de recherche, soutenir la capacité des syndicats à faire face à la mondialisation moyennant une assistance directe afin de développer des programmes adaptés aux situations locales ou nationales de formation, d'entreprendre des études et des recherches, et de préparer du matériel éducatif adapté sur les thèmes traités dans la présente Résolution;
- (i) Exhorter les organisations affiliées à aborder la question d'un salaire décent – un salaire minimum vital qui garantit des niveaux de vie décents – dans leur négociation collective et autres activités syndicales;
- (j) Soutenir les organisations syndicales dans l'élaboration de propositions et encourager leur participation aux négociations économiques et politiques en vue d'obtenir une plus grande intégration économique entre les pays en développement, en garantissant le respect des droits humains, des conditions de vie et de travail adéquates et la participation syndicale, de sorte à obtenir des relations commerciales plus équilibrées et de faciliter la croissance et le développement;
- (k) S'assurer que les politiques et actions de la CSI abordent la protection des droits et des intérêts de tous les travailleurs/euses, y compris ceux et celles occupant des formes d'emploi précaires, atypiques et non protégées dans l'économie formelle ou informelle;
- (l) Le cas échéant, en vue d'atteindre les objectifs syndicaux, renforcer les relations avec des alliés politiques et des organisations et des mouvements de la société civile partageant les préoccupations, les valeurs et les objectifs de la CSI, dans le respect mutuel des rôles respectifs et de l'indépendance de chacun.